

ARRÊTÉ
portant autorisation environnementale en vue de la régularisation
d'installations piscicoles
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
SCEA PISCICULTURE D'AIRAINES à AIRAINES

LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- Vu** la directive cadre sur l'eau du 23 octobre 2000 ;
- Vu** le règlement (CE) n°1100/2007 du Conseil du 18 septembre 2007 instituant des mesures de reconstitution du stock d'anguilles européenne .
- Vu** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;
- Vu** le code rural et de la pêche maritime ;
- Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le code de justice administrative ;
- Vu** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu** le décret n°88-1056 du 14 novembre 1988, pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail (titre III : Hygiène, sécurité et conditions de travail) en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;
- Vu** le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4725 (installation de stockage d'oxygène) ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux consolidations, traitements ou protections de berges soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.4.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des " articles L. 214-1 à L. 214-3 " du code de

l'environnement et relevant de la rubrique " 1.1.1.0 " de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 août 2006 relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuariens ou extraits de cours d'eau ou canaux relevant respectivement des rubriques 2.2.3.0, 4.1.3.0 et 3.2.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 1er avril 2008 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les piscicultures d'eau douce soumises à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement (rubrique 2130 de la nomenclature des installations classées) ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 mai 2008 fixant les prescriptions générales applicables aux opérations d'entretien de cours d'eau ou canaux soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.1.0 de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 juin 2008 modifié précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L.214-7-1 et R.211-108 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 septembre 2014 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.5.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2015 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, épis et remblais soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.1.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 modifié relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Artois Picardie 2022-2027 approuvé par arrêté préfectoral du 21 mars 2022 ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion de l'eau Somme aval et cours d'eau côtiers approuvé par arrêté interpréfectoral du 6 août 2019 ;

Vu le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires Hauts de France ;

Vu le programme national de prévention des déchets 2021-2027 ;

Vu le plan régional de prévention et de gestion des déchets en Hauts de France ;

Vu le plan climat air énergie territorial du Grand Amiénois ;

Vu les arrêtés du préfet coordonnateur du bassin Artois Picardie du 20 décembre 2012 établissant la liste des cours d'eau classés au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 20 mars 1990 concernant l'exploitation d'une pisciculture d'eau douce avec un effectif de 80 tonnes de poissons en présence simultanée situé à AIRAINES (80270) ;

Vu la décision d'examen au cas par cas n°2022-6837 du 20 avril 2023 soumettant le projet de régularisation de la pisciculture exploitée par la société PISCICULTURE D'AIRAINES à la réalisation d'une étude d'impact en application de l'article L 122-1-IV du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire délivré le 16 octobre 2023, relatif au rétablissement de la continuité écologique au droit de l'ouvrage de dérivation sur l'Airaines et exploité par la SCEA PISCICULTURE D'AIRAINES ;

Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 octobre 2023 enjoignant la SCEA PISCICULTURE D'AIRAINES à régulariser sa situation administrative au titre des installations classées et à respecter les prescriptions générales applicables à ses installations piscicoles situées à AIRAINES (80270) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2025 portant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu la déclaration de changement d'exploitant effectuée le 4 octobre 2023 par la SCEA PISCICULTURE D'AIRAINES en vue de notifier la reprise de la pisciculture précédemment exploitée par l'EARL PISCICULTURE D'AIRAINES ;

Vu la demande du 2 mai 2024, présentée par la SCEA PISCICULTURE D'AIRAINES, dont le siège social est situé Le Mault Route de Longpré à AIRAINES (80270), en vue de la régularisation d'installations piscicoles et de ses annexes pour une capacité annuelle de production de 500t de poisson et pour l'obtenir l'autorisation de prélever 900 000 m³/an dans un forage existant, et de procéder à la construction d'un bâtiment et à l'extension des bassins de production ;

Vu les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande le 5 juin 2025 ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale du 5 août 2025 ;

Vu la décision du 9 septembre 2025 du président du tribunal administratif d'Amiens, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu la réponse de la SCEA PISCICULTURE D'AIRAINES à l'avis de l'autorité environnementale du 17 septembre 2025 ;

Vu l'avis favorable du service public d'assainissement non collectif (SPANC) du 12 septembre 2025 relatif au dispositif d'assainissement non collectif projeté ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2025 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 34 jours du 29 octobre 2025 au 1^{er} décembre 2025 inclus sur les communes d'AIRAINES, BETTENCOURT-RIVIERE, LONGPRE-LES-CORPS-SAINTS, QUESNOY-SUR-AIRAINES, FONTAINE-SUR-SOMME, HALLENCOURT et HANGEST-SUR-SOMME ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu la publication les 10 et 31 octobre 2025 de cet avis dans deux journaux locaux ;

Vu le registre d'enquête et l'avis favorable du commissaire enquêteur ;

Vu l'avis émis par le conseil municipal d'HANGEST-SUR-SOMME ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu le rapport et les propositions du 13 février 2026 de l'inspection des installations classées ;

Vu les observations du pétitionnaire des 4 et 9 mars 2026 sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

Vu l'avis du 10 mars 2026 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

Vu le projet d'arrêté porté le 19 mars 2026 à la connaissance du demandeur ;
Vu les observations du pétitionnaire du 25 mars 2026 sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

Considérant ce qui suit :

1. le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale fixée par les articles L.181-1 et suivants du code de l'environnement ;
2. au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été conduit à réduire sa demande d'autorisation de prélèvement en eau souterraine en vue de limiter l'impact de son activité sur les eaux souterraines et les zones humides avoisinantes ;
3. en application des dispositions de l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
4. les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32 du code de l'environnement, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;
5. les mesures d'évitement et de réduction prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme et sont de nature à atténuer les impacts du projet, notamment sur les zones humides présentes sur le site d'exploitation ;
6. le maintien d'une mesure de compensation apparaît nécessaire pour compenser l'impact de l'activité piscicole sur les zones humides présentes et détruites dans le cadre de la mise en œuvre du projet ;
7. les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

ARRÊTE

TITRE 1 : PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société SCEA PISCICULTURE D'AIRAINES, dont le siège social est situé à Le Mault, route de LONGPRE à AIRAINES (80270), et gérée par M. Florent MIERMON, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à Le Mault, route de LONGPRE à AIRAINES (80270), les installations détaillées dans les articles suivants.

1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles cadastrées	Lieux-dits
AIRAINES (80270)	section AH n°49, 50, 53, 54, 55, 56, 116, 118, 120, 144, 148, 150	Le Mault

1.1.3 Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu de :

- autorisation ICPE ;

- autorisation IOTA
- déclaration ICPE
- déclaration IOTA

La présente autorisation est délivrée sous réserve de la mise en œuvre des mesures édictées par le présent arrêté.

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code rural, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

1.2 Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE et IOTA suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé de la nomenclature ICPE	Capacité totale ou volume des activités	Régime
2130-1	Piscicultures d'eau douce	500 tonnes/an*	Autorisation (> 20t/an)
4725-2	Oxygène	13,55 t (10 000 l)	Déclaration (2 à 200t)
2160	Silos et installations de stockage de céréales, grains, produits alimentaires...	90 m ³ d'aliments pour poissons	Non classé (< 5 000 m ³)
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou 3	1,23 tonne (1 400 l)	Non classé (< 50t)
Rubrique IOTA	Libellé de la nomenclature IOTA	Capacité totale ou volume des activités	Régime
1110	Sondage, forage	1 forage	Déclaration (> 1 000 m ³ /an)
1120	Prélèvement dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau	725 000 m ³ /an	Autorisation (> 200 000 m ³ /an)
1210-1	Prélèvement dans un cours d'eau, sa nappe d'accompagnement ou un plan d'eau	Dérivation de 4 320 m ³ /h de l'Airaines	Autorisation (>1 000 m ³ /h ou >5 % du débit du cours d'eau)
2150-2	Rejets d'eaux pluviales	6 ha	Déclaration (1 à 20 ha)
2210	Rejet dans les eaux douces superficielles	Rejet de 105 840 m ³ /jour dans l'Airaines	Déclaration (>2 000 m ³ /j ou >5 % du débit du cours d'eau)
3110-2 a)	Obstacle dans le lit mineur d'un cours d'eau	1 barrage (différentiel de 182 cm)	Autorisation (> 50 cm)
3120-2**	Modification du profil en long ou en travers du lit mineur d'un cours d'eau	5 m	Déclaration (< 100 m)
3140-2**	Consolidation ou protection des berges	20 m	Déclaration

			(20 à 100 m)
3150-2**	Destruction de frayères	4 m ²	Déclaration (autres cas)
3210**	Entretien de cours d'eau	120 m ³ de sédiments extraits	Déclaration (<2 000 m ³)
3310	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humide ou de marais	994 m ² (remblai de bassins et canaux, extension de bassins)	Non classé (<1 000 m ²)

* Capacité de production = (stock final – stock initial) – entrées + sorties

** Travaux relatifs à la restauration de la continuité écologique précédemment autorisés

1.3 Réglementations applicables aux installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

- À l'exception des dispositions particulières visées dans le présent arrêté, s'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :
- arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 10 mars 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4725 (installation de stockage d'oxygène) ;
- arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des " articles L. 214-1 à L. 214-3 " du code de l'environnement et relevant de la rubrique " 1.1.1.0 " de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié
- arrêté 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- arrêté ministériel de prescriptions générales du 1er avril 2008 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les piscicultures d'eau douce soumises à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement (rubrique 2130 de la nomenclature des installations classées) ;
- arrêté ministériel du 11 septembre 2015 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, épis et remblais soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 31.1.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;
- arrêtés de prescriptions générales du 28 novembre 2007 (rubrique 3120), 13 février 2002 (rubrique 3140), 30 septembre 2014 (rubrique 3150), 30 mai 2008 (rubrique 3210) ;
- arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

1.4 Consistance des installations

L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées, annexes et installations connexes, est organisé de la façon suivante, conformément au plan des installations en annexe 1 :

Localisation	Installation	État
Cours d'eau Airaines	ouvrage hydraulique de retenue	Existant
	passé à poissons	Existant
Rive gauche	diverses zones de circulation	Existant
	un appentis matériel, un bureau, un logement (salarié) relié à un forage privé et à un dispositif d'assainissement non collectif	Existant
	stockage d'aliments (silos et stockage de sac) et stockage de cadavres	Existant
	Une cuve d'oxygène d'une capacité maximale de 13,55 t soit 10 000 l	Existant
	un bâtiment PV de stockage, locaux techniques avec toiture photovoltaïque de 527,5 m² associé à un dispositif d'assainissement non collectif	Projet
	une aire d'aspiration avec un poteau incendie ;	Projet
	une aire de lavage associée à deux bassins de rétention étanches d'une capacité unitaire de 24 m³ chacun	Projet
	un quai de chargement	Projet
Rive droite	diverses zones de circulation	Existant
	une prise d'eau équipée d'un dégrilleur	Existant
	un piézomètre et un forage	Existant
	une zone d'écloserie-alevinage composée d'une plateforme de dégazage, d'une écloserie couverte, de bassins d'élevage, de 4 bassins subcarrés d'anciens bassins extérieurs à usage de lagunage	Existant
	un bassin B0 qui sera partiellement rebouché à l'est du site dans le cadre du projet	Existant / projet
	un canal d'alimentation qui sera partiellement rebouché dans le cadre du projet	Existant / projet
	6 bassins de production (A, B, C, annexes, 5, 6, 7) d'une superficie totale de 1 951,5 m ² , équipés de plateformes à jets	Existant
	4 bassins de production en béton (1 à 4 – superficie totale de 1 400 m²) remplaçant deux bassins en terre existants	Projet
	la sortie de la pisciculture en aval du tronçon court-circuité (existant) ;	Existant
	une zone de compensation	Projet

Projet : aménagements envisagés dans le cadre de la demande d'autorisation environnementale faisant l'objet de la demande du 2 mai 2024 complétée le 5 juin 2025.

1.5 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant le 2 mai 2024 et complété le 5 juin 2025, et annexés au

projet d'arrêté, incluant l'étude de danger de référence. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et des réglementations autres en vigueur.

1.6 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Le présent arrêté abroge et remplace :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 20 mars 1990 concernant l'exploitation d'une pisciculture d'eau douce avec un effectif de 80 tonnes de poissons en présence simultanée situé sur le territoire de la commune d'AIRAINES (80270) ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire délivré le 16 octobre 2023 relatif au rétablissement de la continuité écologique au droit de l'ouvrage de dérivation sur l'Airaines et exploité par la SCEA PISCICULTURE D'AIRAINES.

1.7 Durée de l'autorisation, modification et cessation d'activité

1.7.1 Durée de l'autorisation

La présente autorisation cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

1.7.2 Modifications apportées aux installations

Toute modification apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 du code de l'environnement inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

1.7.3 Équipements et matériels abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

1.7.4 Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

1.7.5 Changement d'exploitant

Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

1.7.6 Cessation d'activité et remise en état

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, au sens de l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. L'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux

intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé, à savoir un usage agricole.

La notification mentionnée ci-dessus indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation de l'ensemble du stock de poissons vivants ;
- l'assèchement des bassins via le comblement de la dérivation de l'Airaines et l'arrêt du pompage en provenance du forage ;
- la vidange et l'évacuation des stockages de carburants et d'hydrocarbures, et des produits de désinfection et de traitement du site ;
- l'évacuation de la cuve d'oxygène ;
- la vidange et le démontage des silos d'aliments ;
- l'évacuation des cadavres et autres déchets présents sur le site ;
- le démontage et la revente des pompes utilisées ;
- le comblement du forage et du piézomètre dans les règles de l'art ;
- la fermeture des compteurs d'électricité, la coupure des alimentations en carburant, la vidange complète, le nettoyage, le dégazage des installations de stockage (cuves de stockage et bassins de rétention) et la reprise de leur contenu par une ou des entreprises spécialisées ;
- la déconnexion des panneaux photovoltaïques du réseau électrique, leur démontage et leur collecte et leur traitement par un centre agréé ;
- le comblement des bassins de rétention par des matériaux inertes ;
- l'usage sur site des bâtiments, leur démontage ou leur démolition ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

L'ensemble des dispositions prévues aux articles R. 512-39-1 à 5 et R. 512-75-1 et 2 du code de l'environnement s'applique à l'installation objet du présent arrêté.

1.8 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier initial de demande d'autorisation et la dernière version de l'étude de dangers ;
- les plans des installations tenus à jour, incluant le schéma hydraulique ainsi que les réseaux enterrés présents sur le site ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par l'arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par l'arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux ICPE ou aux IOTA ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ainsi que ceux prévus par les arrêtés ministériels applicables aux installations présentes sur le site. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas, des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

1.9 Rapport d'incident ou d'accident

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure.

1.10 Intervention nécessitant l'ouverture de l'ouvrage hydraulique de retenue

Toute opération programmée d'ouverture de l'ouvrage hydraulique fait l'objet d'un accord préalable du service en charge de la police de l'eau avant le début des travaux. À cet effet, l'exploitant sollicite, au moins 15 jours avant l'intervention, l'autorisation des services de la direction départementale de la protection des populations, de la direction départementale des territoires et de la mer et de l'office français de la biodiversité en fournissant les éléments suivants :

- le motif détaillé de l'intervention (description, photos et tous les éléments permettant sa bonne compréhension) ;
- la date et la durée de l'intervention ;
- le protocole de vidange et de remplissage du bief amont ;
- le protocole d'évitement de relargage de matière en suspension à l'aval de l'ouvrage hydraulique.

1.11 Conditions d'exploitation en période de travaux

La réalisation des travaux prévus à l'article 1.4 (mention « projet ») du présent arrêté respecte les dispositions suivantes :

1.11.1 Période de réalisation des travaux

Les travaux sont conduits de manière à ne pas perturber significativement les milieux terrestres comme aquatiques présentant un intérêt floristique et faunistique, notamment les zones de nidification des oiseaux, de frai des espèces piscicoles et de croissance des juvéniles, ainsi que le régime hydraulique du cours d'eau.

Afin de prévenir les atteintes à la nidification et à la reproduction des oiseaux, les travaux relatifs au déboisement du talus situé sur la parcelle cadastrée section AH n°50 à AIRAINES (80270) sont réalisés entre le 15 août et le 31 mars. Le déboisement est finalisé avant tout raccordement électrique des panneaux photovoltaïques du bâtiment projeté sur les parcelles cadastrées section AH n°49 et 50 à AIRAINES (80270).

Afin de prévenir les atteintes aux milieux aquatiques, notamment liées au rabattement de nappe par pompage, les travaux relatifs à la démolition du bâtiment présent sur la parcelle cadastrée section AH n°118 à AIRAINES (80270), les travaux d'extension des bassins sur les parcelles cadastrées section AH n°55 et 56 à AIRAINES (80270) et de construction du nouveau bâtiment

projeté sur les parcelles cadastrées section AH n°49 et 50 à AIRAINES (80270), les déblais et remblais nécessaires à l'extension des bassins et au rebouchage des bassins et canaux existants, sont réalisés entre le 15 mai et le 15 octobre. En cas de difficulté de mise en œuvre des travaux dans le délai précisé ci-dessus, l'exploitant peut solliciter auprès du préfet une demande de prorogation pour la réalisation des travaux en dehors de la période du 15 mai au 15 octobre, accompagnée des éléments justificatifs. En l'absence d'avis favorable, les travaux ne pourront pas être mis en œuvre en dehors de la période du 15 mai au 15 octobre.

Le pétitionnaire prévient, au moins trente jours avant le début des travaux, les services de la DDPP, de la DDTM et de l'OFB de la date effective du début de chantier et leur transmet un dossier comportant les éléments suivants :

- les plans d'exécution détaillés relatifs aux aménagements, notamment au droit de la zone des bassins ;
- les plans d'accès au chantier (localisation des pistes de chantier, zones temporaires de stockage, etc.) ;
- les détails sur l'organisation de l'ensemble du chantier qui est adapté aux conditions hydrologiques, hydrauliques et météorologiques et à la sensibilité du milieu (terrestre et aquatique) et en limite les impacts, notamment en fournissant le phasage des différentes étapes et les modalités d'intervention ;
- le détail du protocole de désinfection des équipements garantissant la non contamination du milieu ;
- l'évaluation des débits des eaux d'exhaure, les modalités de filtration de ces dernières avant rejet au milieu naturel et la localisation des points de rejet ;
- la destination des déblais et remblais éventuels ainsi que les zones temporaires de stockage.

Ces derniers se réservent le droit d'apporter les modifications nécessaires au bon fonctionnement des aménagements ou au planning de la phase chantier en fonction des conditions hydrauliques et piscicoles. En cas d'édiction d'un arrêté sécheresse constatant le franchissement d'un seuil d'alerte pour le cours d'eau, tous travaux nécessitent l'accord préalable du bureau en charge de la police de l'eau.

1.11.2 Zones et engins de chantier – exécution des travaux

Afin de réduire ou de compenser les nuisances d'ordre divers provoquées par les chantiers, les mesures suivantes sont mises en œuvre, en tant que de besoin :

- les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les risques de pollution accidentelle et d'inondation, un plan de prévention est mis en œuvre pendant la durée du chantier ;
- les entreprises disposent de barrages flottants pour contenir une éventuelle pollution par les hydrocarbures ;
- des procédures destinées à éviter les salissures des chaussées sont mises en place ;
- les engins de chantier sont conformes à la réglementation en vigueur, notamment en ce qui concerne les gaz d'échappement et l'isolation phonique ;
- des aires de stationnement et d'entretien des engins de chantier, lavage compris, sont positionnées en dehors des milieux naturels sensibles, y compris lit majeur et zones humides, et de toutes zones d'écoulement ;
- le stockage des produits tels que les hydrocarbures, les huiles et les graisses utilisés sur le chantier, est réalisé de façon à soustraire les stocks d'un éventuel risque de fuite ;
- les engins circulent autant que possible sur les pistes existantes et en dehors du lit du cours d'eau ;
- des panneaux de signalisation et d'information concernant la sécurité sont installés aux abords du chantier.

Concernant les enjeux relatifs aux zones humides, les zones humides non impactées par le projet et situées à proximité du chantier sont à baliser en amont des travaux. La circulation des engins se fait exclusivement sur les cheminements existants et hors zones humides impactées. Enfin, tout dépôt en zone humide est strictement interdit.

De manière à minimiser les impacts sur les milieux naturels, les zones temporaires de stockage des matériaux de construction ou de démolition, ainsi que les déblais, sont situées strictement en rive gauche de l'Airaines et en dehors des zones humides ou des zones d'intérêts écologiques majeurs et suffisamment en retrait du cours d'eau pour éviter leur emportement lors d'une crue.

Les terrains, sur lesquels étaient établies les installations de chantier, sont remis dans leur état antérieur au démarrage des travaux, dans la mesure du possible avec les matériaux qui sont initialement présents sur le site. Les déchets issus des travaux sont évacués vers des sites autorisés prévus à cet effet et hors d'un lit majeur du cours d'eau ou d'une zone humide.

De manière à minimiser les impacts des travaux d'extension des bassins sur les milieux naturels, en cas de mise en œuvre de pompage pour la mise hors d'eau :

- les eaux sont préférentiellement rejetées sur les terrains adjacents pour s'assurer d'une meilleure décantation avant rejet au cours d'eau, ou alors un bassin de décantation adapté est installé et entretenu. Des dispositions sont mises en place afin d'éviter toute érosion et affouillement de berges ;
- la remise en suspension des sédiments environnants et les risques pour les nappes souterraines et les eaux superficielles sont limités par tout moyen ;
- le rejet de matières en suspension (MES) est limité autant que possible, un système pour capter les particules fines remobilisées est mis en place par l'installation de dispositifs dédiés ;
- Pour rappel la mise en œuvre de ce pompage est conditionnée à la validation du porteur à connaissance mentionné au 1.11.1 Par ailleurs, les opérations d'extraction de sédiments en amont étant de nature à générer des départs de MES, cette phase nécessite une succession de 3 filtres en aval de la zone de travaux. Les filtres à paille s'avérant inadaptés et inefficaces (impact sur les peuplements de salmonidés), il est recommandé d'avoir recours à la mise en place de filtre de type cage gabion entourée de géotextile.

1.11.3 Incident – accident

Le pétitionnaire s'assure de la mise en place de moyens, humains et matériels, sur le site pour palier les premiers effets de tout incident ou accident. Les zones de chantier sont accessibles aux engins de secours.

En cas d'incident susceptible de provoquer une pollution accidentelle, les travaux sont immédiatement interrompus et des dispositions sont prises sans délai afin de limiter l'effet de ce dernier sur le milieu. Le pétitionnaire informe également dans les meilleurs délais le service instructeur des mesures correctives prises pour y faire face et des dispositions préventives mises en œuvre afin d'éviter que tout incident ou accident ne se reproduise.

TITRE 2 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

2.1 Prélèvements et consommations d'eau

2.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Le fonctionnement de la pisciculture est conforme au I de l'article L. 214-17 et à l'article L. 214-18 du code de l'environnement, notamment pour ce qui concerne :

- la mise en place des ouvrages de prélèvement d'eau, qui ne doivent pas gêner le libre écoulement des eaux ;
- les prélèvements d'eau qui permettent le maintien du débit réservé dans le cours d'eau.

Les prélèvements d'eau dans le milieu pour l'alimentation de la pisciculture, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

- une prise d'eau par dérivation dans l'Airaines équipée d'un dégrilleur pour les bassins de grossissement, dont le débit maximal est de 1 200 l/s soit 4 320 m³/h ;
- un forage en eau souterraine (BSS003MRWG) pour les bassins de l'écloserie-alevinage, dont le débit maximal est de 90 m³/h et son prélèvement maximal de 725 000 m³/an.

Les niveaux de prélèvements dans l'Airaines sont adaptés aux variations saisonnières, notamment afin de respecter en permanence le maintien d'un débit réservé dans le tronçon court-circuité, fixé à 1/10^{ème} du module soit 152 l/s et selon les dispositions du titre 7 du présent arrêté.

Qu'elle soit puisée dans les nappes souterraines, dans les cours d'eau ou dans les canaux, prélevée sur le réseau de distribution d'eau potable, l'eau doit être utilisée rationnellement en évitant tout gaspillage. Les consommations d'eau sont réduites autant que possible et limitées au strict nécessaire.

2.1.2 Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux

La pisciculture comporte à l'amont et à l'aval une grille fixe et permanente la délimitant, empêchant la libre circulation des poissons entre l'exploitation et le cours d'eau d'implantation. La taille des mailles ou des ouvertures de la grille n'excède pas 10 millimètres.

L'exploitant est tenu d'assurer le fonctionnement et l'entretien des ouvrages de prélèvement, des dispositifs garantissant dans le lit du cours d'eau le débit minimal, des dispositifs de franchissement, des dispositifs de suivi des débits ainsi que des grilles d'amont et d'aval. L'installation est équipée d'un dispositif de franchissement à la montaison alimenté par l'Airaines conformément aux dispositions prévues au titre 7 du présent arrêté.

Gestion et entretien des barrages et retenues d'eau :

- l'exploitant procède au moins deux fois par an à l'entretien mécanique des berges de l'ouvrage de retenue d'eau afin de limiter la prolifération de la végétation aux abords de l'ouvrage ;
- hors période de crues, l'exploitant manœuvre les vannes de son ouvrage, autant que de besoin, pour garantir la cote de retenue légale (cf. titre 7) ;
- en période de crues, l'exploitant procède à l'ouverture de son ouvrage en veillant à éviter les relargages massifs de MES. Pour cela, il vérifie le niveau de comblement de la retenue de son ouvrage et prévoit, au besoin, les interventions nécessaires. Toute intervention nécessite l'accord préalable des services de la police de l'eau dans les conditions prévues à l'article 1.10 du présent arrêté ;

Le forage destiné à l'alimentation en eau de l'écloserie-alevinage présente les caractéristiques suivantes :

- BSS003MRWG ;
- Profondeur : 30 m ;

- Débit nominal : 90 m³/h ;
- Tubage polychlorure de vinyle (PVC) plein diamètre 315 de 0 à 12 m, dans un tube plein en acier de diamètre 406 avec cimentation de 0 à 12 m, crépines fentes PVC diamètre 315 de 12 à 30 m ;
- Tête de forage surélevée et protégée par un tubage en acier sur une margelle béton de 30 cm de haut et d'une superficie de plus de 3 m² ;
- Ouvrage équipé de :
 - Un compteur volumétrique plombé en aval de deux pompes immergées (une pompe en fonctionnement à 10 m équipée d'un variateur de fréquence permettant d'adapter le débit prélevé aux besoins, une seconde pompe de secours à 12 m) ;
 - Un clapet anti-retour ;
- Volume maximal de prélèvement annuel autorisé : 725 000 m³/an, incluant un arrêt du pompage pendant une durée minimale cumulée de 9 semaines en période d'étiage.

L'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux forages (rubrique IOTA 1110) et l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux prélèvements (rubrique 1120 et 1210) s'appliquent à l'établissement.

2.1.3 Autres ouvrages de surveillance ou de prélèvement présents sur le site piscicole

L'exploitant dispose d'un piézomètre en marge de l'Airaines qui présente les caractéristiques suivantes :

- BSS003MRWA ;
- Profondeur : 12 m ;
- Tubage PVC plein diamètre 200 de 0 à 7 m, dans un tube plein en acier de diamètre 326 avec cimentation de 0 à 7 m, crépines fentes PVC diamètre 200 de 7 à 12 m ;
- Tête de forage avec bouchon de fermeture, surélevée d'au moins 50 cm sur dalle béton surélevée de 30 cm par rapport au terrain naturel ;
- Aucun prélèvement autorisé (usage exclusif pour la surveillance des eaux souterraines).

L'exploitant dispose également d'un forage domestique référencée sous le n°BSS000DVZV pour l'approvisionnement de l'habitation dont l'usage n'est pas réglementé par le présent arrêté.

2.2 Conception et gestion des réseaux et points de rejet

2.2.1 Points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet référencés ci-dessous qui présentent les caractéristiques suivantes :

Nature des effluents	Exutoire du rejet – milieu naturel récepteur
Eaux des bassins	Milieu naturel – sortie de la pisciculture vers l'Airaines (AR03)
Eaux usées domestiques habitation	Réseau eaux usées – dispositif d'assainissement non collectif sur site (existant)
Eaux usées domestiques bâtiment PV	Réseau eaux usées – dispositif d'assainissement non collectif sur site (projet)

2.2.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Rejet dans le milieu naturel

Les dispositifs de rejet des eaux des bassins sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci ;

- permettre une bonne diffusion des eaux rejetées dans le milieu récepteur.

Rejet dans un dispositif d'assainissement non collectif :

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité pour les ouvrages d'assainissement non collectif présents sur le site.

L'ensemble des eaux usées domestiques est orienté vers un ou plusieurs dispositifs d'assainissement non collectif, respectant les dispositions de l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5. Tout rejet direct des eaux usées domestiques vers le milieu naturel, et notamment vers le milieu récepteur Airaines, est interdit.

Le dispositif d'assainissement non collectif (ANC) destiné à recueillir les eaux usées domestiques du bâtiment PV est implanté à une distance minimale de 35 m de la berge du cours d'eau Airaines.

L'exploitant tient à la disposition des agents de contrôle l'ensemble des éléments justifiant de la conformité des dispositifs ANC présents sur le site d'exploitation, ainsi que les justificatifs d'entretien et de vidange périodique des fosses.

2.3 Limitation des rejets

Les eaux des bassins rejetées dans l'Airaines respectent les valeurs limites ci-dessous (avant rejet au milieu récepteur) :

- Température : augmentation compatible avec la vie normale des espèces présentes dans le cours d'eau ;
- PH : conforme à celui du cours d'eau et dans tous les cas compris entre 5,5 et 8,5 ;
- Taux de saturation en oxygène : 70 % à la sortie de la pisciculture ;
- Débit maximal journalier de 105 840 m³/j.

Les eaux des bassins rejetées dans l'Airaines sont compatibles avec les objectifs de bon état écologique du cours d'eau récepteur, et respectent les valeurs limites ci-dessous correspondant au différentiel de concentration entre l'amont et l'aval à 100 m de la pisciculture dans le cours d'eau dans des conditions de débit moyen du cours d'eau (débit moyen interannuel) :

Paramètre	Valeur maximale d'augmentation de la concentration en moyenne sur 24h (mg/l)
NH ₄ ⁺	0,5
NO ₂ ⁻	0,3
PO ₄ ³⁻	0,5
DBO5	5
MES	15

Tout dépassement d'une des valeurs limites de rejets définies ci-dessus entraîne la mise en place des mesures de gestion suivantes, visant à réduire les concentrations en polluants dans les eaux rejetées :

- en première intention : la baisse de l'alimentation et l'augmentation de l'oxygénation ;
- en seconde intention : la diminution du stock de poissons dans les bassins d'élevage ;
- en troisième intention : le recyclage du débit dérivé et le traitement des eaux des bassins avant leur rejet.

L'exploitant est en mesure de justifier de la mise en place des mesures détaillées ci-dessus en cas de résultats d'analyses défavorables et de leur efficacité pour mettre en conformité les rejets avec les valeurs limites définies ci-dessus.

2.4 Surveillance des prélèvements et des rejets

2.4.1 Modalités de suivi des volumes dérivés et prélevés

L'autosurveillance des volumes dérivés et prélevés est réalisé par l'exploitant comme suit :

Origine du prélèvement	Masse d'eau (code SANDRE)	Donnée à relever	Modalité de mesure ou méthode d'estimation	Fréquence de relevé et d'enregistrement
Une prise d'eau dérivation dans l'Airaines	Airaines (AR03)	Débit dérivé et débit réservé	Évaluation des débits dérivé et réservé à l'aide d'une table de calcul hydraulique établie par l'ITAVI, à partir de la mesure des hauteurs d'eau des différents seuils, orifices et déversoirs	Hebdomadaire
Forage	Craie de la vallée de la Somme aval (AG311)	Volume prélevé	Relevé du compteur volumétrique	Hebdomadaire

L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées ou de tout agent de contrôle un registre dont les données qu'il contient doivent être conservées 3 ans et comprendre :

- la liste des milieux de prélèvement et de rejets, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejets, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées ;
- les synthèses trimestrielles et annuelles des volumes évoqués ci-dessus ;
- tout élément relatif au suivi de l'exploitation de l'ouvrage ou de l'installation de prélèvement, et notamment les incidents survenus au niveau de l'exploitation et, selon le cas, au niveau de la mesure des volumes prélevés ou du suivi des grandeurs caractéristiques, ainsi que les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation.

Ces dispositions s'appliquent sans préjudice des mesures prévues par l'arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que des mesures de restrictions prévues par les arrêtés d'orientations de bassin, les arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau pris en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau et des arrêtés préfectoraux pris en application des articles L. 181-3, L. 214-3, L. 512-7-3 du code de l'environnement.

L'exploitant fait procéder, au minimum 2 fois par an (une fois en période d'étiage et une fois hors période d'étiage), à une mesure du débit instantané avec un courantomètre électromagnétique ou tout autre dispositif de mesure équivalent lors des campagnes de terrains 24h (mesure du débit utilisé par la pisciculture et du débit du cours d'eau, et calcul des débits dérivé et réservé à partir des autres données). Ces mesures ne se substituent pas à l'autosurveillance réalisée périodiquement par l'exploitant.

Ces informations sont transmises à l'inspection des installations via l'application de télédéclaration GIDAF à une fréquence mensuelle.

2.4.2 Contrôle des rejets

L'exploitant met en œuvre le programme de surveillance suivant :

Paramètre	Hors étiage (01/11 au 31/05)	En étiage (01/06 au 31/10)
	Autosurveillance – prélèvement instantané	Autosurveillance – prélèvement instantané
NH ₄ ⁺ (*) (**)	1 fois/mois	1fois/15 jours
NO ₂ ⁻ (*) (**)	1 fois/mois	1fois/15 jours
PO ₄ ³⁻ (*) (**)	1 fois/mois	1fois/15 jours
DBO5 (**)	-	-
MES (**)	-	-
Température (**)	1 fois/mois	1 fois/15jours
PH (**)	1 fois/mois	1fois/15 jours
Taux de saturation en oxygène (**) (***)	1 fois/mois	1 fois/15 jours

Dans le cadre de son activité, l'exploitant vérifie quotidiennement la température, et le taux de saturation en oxygène dans les bassins indépendamment des mesures d'autosurveillance.

(*) Analyses pouvant être effectuées au moyen de dispositifs de mesures rapides.

(**) Paramètres faisant l'objet d'une mesure périodique de concentration sur 24h.

(***) Mesure en sortie de pisciculture.

La différence de concentration est calculée au moyen de prélèvements et d'analyses effectués en amont de la pisciculture et en aval à 100 m. Les différents points de prélèvements sont retranscrits sur le plan annexé au présent projet d'arrêté. Les prélèvements sont réalisés le même jour que les relevés des volumes prélevés et dérivés.

Au minimum 2 fois par an (en étiage et hors étiage), l'exploitant fait procéder par un laboratoire agréé à une mesure sur 24h de la différence de concentration des paramètres identifiés « (**) », entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau 100 m en aval du point de rejet.

Les résultats des mesures 24h ne se substituent pas à l'autosurveillance réalisée par l'exploitant.

Les résultats des analyses, effectuées dans le cadre des contrôles 24h et de l'autosurveillance, ainsi que les relevés de température, du pH et du taux de saturation en oxygène, sont conservés pendant dix ans par l'exploitant et tenus à la disposition des services d'inspection compétents.

L'ensemble des résultats d'analyses est transmis à l'inspection des installations via l'application de télédéclaration GIDAF à une fréquence mensuelle.

2.5 Gestion des eaux pluviales

Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont pas mélangées aux effluents. Elles sont collectées par des gouttières et sont soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit infiltrées au droit du sol des parcelles attenantes aux bâtiments d'exploitation. Le renvoi direct des eaux de toiture du bâtiment PV dans la rivière Airaines n'est pas autorisé.

Les eaux pluviales ruisselant sur les voiries et les aires de stationnement non susceptibles d'être polluées sont infiltrées directement au droit du sol drainant des parcelles sans traitement.

Les eaux pluviales ruisselant sur les voiries et les aires de stationnement susceptibles d'être polluées sont collectées selon les dispositions prévues à l'article 5.1.6 du présent arrêté.

2.6 Dispositions spécifiques sécheresse

Selon le niveau de vigilance activé en application de l'arrêté départemental-cadre sécheresse, l'exploitant réduit ses prélèvements journaliers conformément à cet arrêté-cadre.

TITRE 3 : MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION

En vue de limiter l'impact du projet, l'exploitant met en œuvre les mesures suivantes :

3.1 Mesure d'évitement

3.1.1 Exploitation

La végétation (espaces verts, berges, etc.) est entretenue mécaniquement sans utilisation de produits phytosanitaires.

Les cadavres de poissons sont valorisés dans une unité de méthanisation.

3.2 Mesure de réduction

3.2.1 Travaux

Les travaux sont exclusivement réalisés en période diurne (8h-17h) pour la protection des chiroptères. Les travaux de démolition du bâtiment existant sont phasés avec les travaux de construction du nouveau bâtiment et d'extension des bassins.

Les travaux de construction sont réalisés entre le 15 mai et le 15 octobre pour limiter le recours au pompage éventuel pour rabattement de nappe.

Les matériaux de démolition et les déblais sont réutilisés en remblai autant que de besoin.

Le stockage provisoire des déblais est réalisé sur des zones déjà impactées en rive gauche de l'Airaines.

Une aire étanche située en rive gauche de l'Airaines, et en dehors de toute zone humide, est utilisée pour le stationnement des engins de chantier, le stockage des produits et des matériaux utilisés.

Concernant les enjeux relatifs aux zones humides, les zones humides non impactées par le projet et situées à proximité du chantier sont à baliser en amont des travaux. La circulation des engins se fait exclusivement sur les cheminements existants et hors zones humides impactées. Enfin, tout dépôt en zone humide est strictement interdit.

3.2.2 Exploitation

Le débroussaillage des berges est réduit pour protéger la ripisylve. Cette disposition s'applique toutefois sans préjudice de l'entretien courant des berges nécessaire pour garantir le libre écoulement du cours d'eau Airaines.

Afin de limiter l'impact des prélèvements en eau souterraine, le pompage est limité à 725 000 m³ par année civile et est suspendu pendant une durée minimale cumulée de 9 semaines en période d'étiage.

L'arrêt et la remise en fonctionnement du prélèvement est consigné dans le registre prévu à l'article 2.4.1 du présent arrêté.

Le fractionnement de la coupure du prélèvement de 9 semaines en étiage est autorisé uniquement en cas de force majeure liée à la survie du cheptel. L'application de ce cas de force majeure est consignée dans le registre prévu à l'article 2.4.1 du présent arrêté.

3.3 Mesure de compensation

La mesure de compensation est réalisée en marge du chantier et au plus tard dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

Dans le cadre de la destruction de zone humide, une zone de compensation est identifiée sur la parcelle cadastrée section AH n°56 à AIRAINES, conformément au plan en annexe 1. Cette parcelle est classée en zone naturelle du document d'urbanisme et ne peut faire l'objet d'aucune exploitation directe pour l'activité piscicole.

La mesure vise à restaurer une zone humide et à restaurer une mégaphorbiaie sur fluviosol-redoxisol sur une superficie d'environ 2 000 m² dans les conditions suivantes :

- Suppression des remblais sur 880 m² à hauteur des besoins de restauration. Les mesures nécessaires sont appliquées pour lui rendre des caractéristiques compatibles avec le développement des habitats projetés et le classement en zone humide réglementaire ;
- Suppression des dépôts de dégrillage le long de la ripisylve sur une surface de 100 m² ;
- Étrépage sur 150 m² suivant les recommandations du conservatoire d'espace naturel des Hauts-de-France ;
- Gestion adaptée de la végétation par fauche pour assurer le maintien de la mégaphorbiaie réhabilitée ;
- Arrêt des dépôts de dégrillage ;
- Suppression de la circulation d'engins.

Un suivi environnemental annuel post-travaux est mené pendant toute la durée d'exploitation de la pisciculture à N+1, N+2, N+3, N+5, N+10, N+20, N+30 (avec N= année de réalisation des travaux de compensation). Les objectifs de compensation doivent être effectifs pendant toute la durée des impacts (article L.163-1 du code de l'environnement). Ainsi, si les impacts persistent au-delà de 30 ans, un suivi proportionné devra être poursuivi.

Des indicateurs simples (espèces végétales présentes, proportion d'espèces indicatrices de zones humides) sont utilisés pour mesurer l'efficacité des mesures engagées.

La zone de compensation est signalée, mentionnant l'interdiction de circulation d'engins. Tout dépôt et remblai sur le site est proscrit.

Le plan en annexe 3 précise la localisation des travaux de restauration.

3.4 Suivi des mesures

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées le bilan commenté de la mise en œuvre de la mesure compensatoire et de son suivi selon la fréquence définie à l'article 3.3 du présent arrêté. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées tous les éléments de preuve de la mise en œuvre des mesures mises en place au présent titre 3.

TITRE 4 : PROTECTION DU CADRE DE VIE

4.1 Accessibilité

L'ensemble du site est clôturé et équipé d'un portail d'accès, fermé en dehors de la présence de l'exploitant ou du personnel de l'exploitation.

4.2 Bruit

Les émissions sonores de l'installation respectent les dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Point de mesure	Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Toute limite de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur. Les livraisons et expéditions par poids lourds s'effectuent uniquement en période de jour et en dehors des dimanches et jours fériés, à l'exception des urgences pour la survie du cheptel (notamment la livraison d'oxygène).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les alarmes reliées aux paramètres de suivies du site (niveau d'eau, oxygénation...) sont visuelles sous forme de lampes rouges sur site (en période de travail) et sonores par appel sur le téléphone portable du responsable du site (en dehors des périodes de présence du personnel).

Les aérateurs utilisés pour l'oxygénation de l'eau des bassins sont en nombre limité et leur mise en place est ponctuelle.

4.3 Mesures sanitaires

L'exploitant doit s'assurer de la mise en œuvre de dispositions visant à éviter l'introduction, le développement et la dissémination d'agents pathogènes.

Un filet anti-prédation est disposé autour et au-dessus des bassins de production non couverts.

L'accès au site est limité et soumis à des mesures de désinfection (présence de pédiluve sur chaque site, désinfection du matériel...).

La dératisation est réalisée autant que de besoin afin de prévenir tout risque d'apparition de nuisibles. L'exploitant conserve les justificatifs du plan de gestion des nuisibles mis en place sur le site d'exploitation.

4.4 Limitation des émissions lumineuses

L'éclairage des installations en dehors de la présence de l'exploitant ou du personnel de la pisciculture n'est pas autorisé.

4.5 Insertion paysagère

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer au mieux les bâtiments et annexes de l'exploitation dans le paysage.

Les haies et plantations déjà présentes autour des bâtiments sont maintenues et entretenues régulièrement. Le déboisement partiel du talus, rendu nécessaire en vue de prévenir toute propagation d'un incendie provenant du bâtiment PV, est réalisé selon les dispositions de l'article 1.12.1 du présent arrêté.

TITRE 5 : PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

5.1 Conception des installations

5.1.1 Dispositions constructives du bâtiment PV

Le bâtiment PV présente les caractéristiques suivantes :

- superficie de 527,5 m² ;
- implantation à une distance minimale de 20 m de la berge du cours d'eau ;
- toiture BROOF t3 couverte de panneaux photovoltaïques ;
- bardage bois ;
- onduleurs isolés dans un local technique constitué de parois de résistance au feu REI60, un plancher haut REI60, un plancher bas REI60 et des portes REI 60 ;
- usage du bâtiment pour le stockage de matériel, de stockage de carburant, de produits de nettoyage, de désinfection et de traitement, locaux sociaux (sanitaires et réfectoire) ;
- sol bétonné ;
- parois imperméables sur une hauteur minimale de 0,5 mètre, à l'exception des ouvertures.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives définies ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.1.2 Organisation des stockages

Les stockages présentant des risques pour le milieu naturel sont organisés comme suit :

Zone de stockage	Nature des produits stockés	Quantité maximale stockée	Modalités de stockage
Bâtiment PV	Carburant	1 400 l	Cuve en double paroi ou rétention étanche permettant de stocker 100 % du volume contenu dans la cuve. Stockage non réalisé à proximité des onduleurs, ni dans les locaux techniques où sont positionnés les onduleurs

	Produits de désinfection, de traitement, de nettoyage	-	Stockage des bidons de produits liquides sur des rétentions étanches permettant de stocker 100 % des volumes présents. Les produits présentant des incompatibilités ou dont le mélange accidentel est susceptible de provoquer des réactions physico-chimiques ne sont pas associés à la même rétention
Installation d'oxygène	Oxygène liquide	13,55 t	Cuve aérienne sur dalle bétonnée implantée à plus de 5 m des limites de propriété et de tout bâtiment. Le stockage de produits dangereux ou le stationnement d'engins à moteur à proximité est proscrit en dehors des opérations de dépotage
	Oxygène gazeux	-	Stockage en bouteilles sur une aire bétonnée à proximité des silos d'aliments
Container réfrigéré	Cadavres de poissons	10t	Stockage à température négative

5.1.3 Installations électriques

Les installations électriques ainsi que les installations photovoltaïques sont maintenues en bon état et font l'objet d'une vérification périodique annuelle par un organisme agréé.

L'exploitant met en place les mesures correctives pour lever les observations relevées lors des contrôles périodiques et garantir la sécurité de ses installations.

Les rapports de vérification et les justificatifs de remise en conformité sont tenus à la disposition des installations classées pendant une durée minimale de 5 ans.

5.1.4 Installations de stockage d'oxygène

Les installations de stockage d'oxygène (cuve aérienne) respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 modifié applicables. L'installation est maintenue en bon état et fait l'objet de vérifications périodiques de son fonctionnement et de son étanchéité.

Les rapports de vérification et les justificatifs de remise en conformité sont tenus à la disposition des installations classées pendant une durée minimale de 5 ans.

5.1.5 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

L'ensemble des bâtiments d'exploitation situés en rive gauche de l'Airaines est accessible par voie carrossable, présentant les caractéristiques d'une voie engins. La voie engins est, si possible, implantée en dehors des flux thermiques supérieurs à 5 kW/m² sur 20 m. En cas d'impossibilité, une aire de retournement est présente en amont et en aval de la zone concernée.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour permettre l'accessibilité de ses installations aux services de secours en cas de sinistre, et notamment le portail d'accès au site d'exploitation.

5.1.6 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Les produits dangereux sont stockés conformément aux dispositions de l'article 5.1.2 du présent arrêté.

En vue de prévenir les déversements et les pollutions accidentelles au niveau de l'aire de lavage des véhicules, l'exploitant dispose d'une aire de lavage étanche équipée d'un réseau de collecte permettant d'orienter les effluents vers un ou plusieurs bassins de rétention étanches d'une capacité minimale cumulée de 48 m³. Le rejet des effluents recueillis au niveau de l'aire de lavage

vers la rivière ou leur épandage sur terres agricoles n'est pas autorisé. Ces derniers sont évacués en vue de leur traitement dans des filières appropriées conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. L'exploitant conserve l'ensemble des justificatifs d'enlèvement et de traitement ou d'élimination correspondants.

En vue de prévenir les déversements et les pollutions accidentelles, ainsi que le déversement des eaux d'extinction incendie, vers le milieu naturel, et notamment les eaux superficielles, l'exploitant dispose en permanence d'un kit anti-pollution, accessible en toutes circonstances (produits fixants ou absorbants afin de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus, barrages flottants absorbants les hydrocarbures pour barrer la propagation dans l'eau ou en dehors de la pisciculture, etc.).

5.2 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

5.2.1 Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum d'une prise d'eau dans l'Airaines munie de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le poteau incendie est implanté, sur une aire d'aspiration conformément au plan en annexe 1, d'une superficie minimale de 32 m² réservée exclusivement à cet usage, implantée en dehors des flux thermiques et du seuil des effets irréversibles de 6 kW/m², et en dehors des flux de surpression et du seuil des effets irréversibles

(50 mbars).

L'utilisation de cette prise d'eau pour les usages courants de la pisciculture (lavage, remplissage des camions, etc.) est strictement interdite.

Le dispositif est conforme au RDDECI80, validé et réceptionné par le SDIS de la Somme dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté. L'exploitant conserve les éléments justifiant de la conformité du dispositif aux prescriptions des services de secours.

Les moyens sont complétés par les mesures suivantes :

- un extincteur à poudre ou à eau pulvérisée de 9 kilogrammes à proximité de la cuve d'oxygène ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, qui doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- un kit anti-pollution, accessible en toutes circonstances (produits fixants ou absorbants afin de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus, barrages flottants absorbants les hydrocarbures pour barrer la propagation dans l'eau ou en dehors de la pisciculture, etc.).

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. L'exploitant conserve les éléments justifiant des vérifications périodiques effectuées et des achats d'extincteurs. Le personnel doit être formé à l'utilisation des moyens de secours contre l'incendie.

5.2.2 Organisation

Le personnel est formé sur la conduite à tenir en cas d'incendie ou de déversement de produits ou de pollutions accidentelles. Les consignes d'exploitation (dispositions immédiates à prendre en cas

de sinistre) et les numéros d'urgence sont affichés dans le bureau, au niveau de la cuve d'oxygène et du bâtiment PV.

Un plan de masse plastifié (format A0), utilisable par les sapeurs pompiers, est affiché à l'entrée de l'établissement, précisant notamment les accès aux bâtiments, la localisation des organes de coupure et l'installation à risque, les dispositifs de sécurité et de protection contre l'incendie, la nature et la quantité des produits stockés, ainsi que les vannes d'isolement des réseaux de collecte.

Les fiches de données de sécurité des produits stockés sont tenues à la disposition des services de secours, ainsi que l'état des stocks.

TITRE 6 : PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

6.1 Prévention et gestion des déchets

L'exploitant procède au tri, au stockage et à la valorisation ou l'élimination dans des filières appropriées des déchets générés par l'installation.

6.1.1 Cadavres de poissons

Les animaux morts dans les bassins d'élevage sont ramassés quotidiennement et les cadavres sont stockés dans un local réfrigéré à température négative dans l'attente de leur enlèvement par le service d'équarrissage ou leur évacuation vers une installation de traitement conformément au code rural et de la pêche maritime.

En cas d'évacuation vers une installation de traitement, l'exploitant est en mesure de justifier que l'installation dispose des autorisations et agréments adéquats.

L'exploitant conserve les justificatifs d'enlèvement à la disposition des services de contrôles pendant une durée minimale de 5 ans.

6.1.2 Autres déchets

Les autres déchets (sacs d'aliments, cartons, bidons vides de produits, huiles usagées, déchets de dégrillage, etc.) sont stockés dans des conditions évitant toute pollution du milieu naturel dans l'attente de leur enlèvement. Les déchets liquides sont stockés sur rétention.

TITRE 7 : CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS OU ÉQUIPEMENTS CONNEXES

7.1 Descriptif des dispositifs de franchissement piscicole et des modalités de gestion visant à restaurer la continuité écologique sur le site

La circulation des espèces cibles et de transport sédimentaire, de la rivière Airaines au droit de l'ouvrage hydraulique de régulation, est assurée par une passe à bassins de type échancrure latérale et orifice noyé dans l'îlot central entre le vannage et le déversoir. La passe à bassins est avant tout une mesure de réduction d'impact à la montaison et vise la mise en conformité vis-à-vis de l'article L. 214-17 du code de l'environnement.

Sur l'intégralité de la plage de fonctionnalité de la passe à poissons, les critères les plus pénalisants sont respectés de manière à assurer pour chaque espèce cible une bonne franchissabilité, en particulier, le tirant d'eau minimal dans les bassins d'1 m, la hauteur de chute interbassin inférieure à 0,22 m, et la puissance dissipée maximale dans les bassins inférieure à 150 W/ m³.

L'ensemble des cotes nivellement général de la France (NGF) du présent arrêté est exprimé dans le réseau IGN69 de la France métropolitaine.

7.1.1 Caractéristiques de la passe à bassins (plan en annexe 2)

Passe à bassins à échancrures latérales alternées et orifices de fond	
Cote amont de calage (étiage)	19.17 m NGF
Cote zéro aval de calage (étiage)	17.35 m NGF
Hauteur de chute maximale entre bassins	0.22 m
Nombre de chutes	9
Nombre de bassins	8
Débit d'alimentation en étiage	0.186 m ³ /s
Dissipation dissipée max en étiage	110 W/ m ³
Longueur minimale des bassins	2,50 m (B1 : 2,8m ; B2 : 5,9m ; B3 : 3,15m ; B4 : 5,2m ; B5 : 2,5m ; B6 : 3,2m ; B7 : 2,5m et B8 : 2,5m)
Largeur des bassins	1.50 m
Profondeur minimale des bassins	1.00 m
Largeur de l'échancrure latérale (hors entrée piscicole)	0,30 m
Cote de déversement des échancrures (m NGF)	C1 : 18,72 ; C2 : 18,52 ; C3 : 18,32 ; C4 : 18,12 ; C5 : 17,92 ; C6 : 17,72 ; C7 : 17,52 ; C8 : 17,32
Largeur de l'échancrure en entrée piscicole	0,45 m
Côte de déversement de l'échancrure en entrée piscicole	17.12 m NGF
Charge minimale sur l'échancrure	0.45 m

Orifice noyé	0.20x0.20
Coef α	0.40
Pente	3.35 °
Rugosités de fond de bassin	oui
Présence de grille en amont	Oui EIB* 30cm

*EIB : espacement inter-barreaux

La cote de retenue légale en amont de l'ouvrage est dépendante du débit de l'Airaines :

- 19.17 m NGF pour les débits de basses eaux (QMNA5 = 0,960 m³/s) ;
- 19.20 m NGF pour les débits moyens (module = 1,52 m³/s) ;
- 19.27m NGF pour les débits de hautes eaux (Q2 = 2,21 m³/s).

Afin de garantir la fonctionnalité de la passe à poissons, la gestion du plan d'eau amont en basses eaux respecte la cote de référence de 19.17 m NGF lorsque le plan d'eau aval est bas (17.35 m NGF). La gestion du plan d'eau amont à la cote de référence de 19.27 m NGF avec un plan d'eau aval à 17.35 m NGF n'est pas autorisée.

La cote de plan d'eau aval respecte également les critères de fonctionnalité pour assurer des chutes inter-bassins ne dépassant pas 0,22 m pour privilégier des jets de surface et un tirant d'eau sur les échancrures toujours supérieur à 45 cm quel que soit le débit compris entre Q05 et Q90.

Les rugosités sont constituées de blocs de 15 à 20 cm de diamètre, espacés de 8 à 10 cm, insérés à mi-hauteur dans le radier des bassins. La crête des enrochements constituant la rugosité de fond correspond à la cote de fond de bassin.

La dévalaison est assurée par la passe à poissons sous réserve de maintenir en tout temps les bonnes conditions associées, notamment par le respect de la configuration actuelle de la grille de prise d'eau de la pisciculture située 50 m en amont du barrage qui permet d'éviter efficacement l'entraînement des smolts et anguilles argentées dans la pisciculture (espacement interbarreau de 10 mm, vitesse normale au droit du plan de grille inférieure à 0,5 m/s).

Afin de garantir la fonctionnalité des aménagements :

- la cote de déversement de l'échancrure en entrée piscicole de passe fixée à la cote de 17.12 m NGF est calée à l'aide d'un madrier en bois massif afin de pouvoir procéder à des ajustements en phase exploitation, si jamais des désordres étaient constatés ;
- la cloison de l'entrée piscicole ne comporte pas d'orifice de fond afin de renforcer l'attractivité de la passe ;
- avant la mise en service de la passe à bassins, le pétitionnaire et son bureau d'études s'assurent du respect des cotes de calage des cloisons ainsi que des cotes de fond de bassins et des cotes de déversement des échancrures. Ils fournissent le plan de recollement des aménagements réalisés. Le service instructeur et l'office français de la biodiversité procèdent à un examen de conformité incluant si nécessaire une visite des installations ;
- un entretien fréquent et régulier du dispositif de franchissement piscicole est assuré, à minima, une fois par semaine afin de s'assurer du bon fonctionnement et de la pérennité de l'aménagement. Le colmatage des bassins par les fines est suivi dans le temps, et le cas échéant, des opérations d'entretien spécifique sont programmées.
- le suivi et la gestion globale des aménagements sont conformes au présent arrêté.

L'exploitant s'assure de garantir l'attractivité de l'entrée piscicole de la passe à bassins (ou sortie hydraulique) par une configuration et une répartition de jets de surface les plus adaptés possible.

7.1.2 Contrôle du fonctionnement

La passe à poissons fait l'objet d'un suivi régulier et strict de la part de l'exploitant qui est tenu d'en assurer la fonctionnalité et l'efficacité de façon constante sur la plage de fonctionnalité.

Une fois la mise en eau effectuée, le pétitionnaire et son bureau d'études réalisent un suivi de la fonctionnalité de la passe à poissons où ils relèvent toutes les cotes de lignes d'eau aux 3 débits caractéristiques (Qétiage, module et Q90%) et mesurent la répartition de débits sur le site. Suite à la réalisation de ces mesures, un rapport est produit et envoyé à la direction départementale de la protection des populations de la Somme, à la direction départementale des territoires et de la mer de la Somme et à l'office français de la biodiversité. Celui-ci permet de comparer les données issues de la modélisation hydraulique et les mesures in-situ. Si jamais des désordres étaient constatés, des ajustements devront être proposés.

Deux échelles limnimétriques sont posées aux frais de l'exploitant :

- l'une en amont en tête de la passe, à l'entrée hydraulique. Le « zéro » de l'échelle amont est calé à la cote de retenue légale minimale, soit 19.17m NGF ;
- l'autre en aval de la passe, à l'entrée piscicole. Le « zéro » de l'échelle aval est calé à la cote du plan d'eau aval en basses eaux, soit 17.35m NGF.

Ces échelles, constamment lisibles, sont placées après mise en eau de la passe pour juger du meilleur emplacement avec le service instructeur, le service police de l'eau et l'office français de la biodiversité. Les points de pose peuvent être changés ou des échelles complémentaires peuvent être prescrites par le service instructeur si nécessaire.

Ces échelles, dont le « zéro » indique le niveau de référence de fonctionnement, sont rattachées au nivellement général de la France (NGF IGN69) et permettent un repère définitif, invariable et contrôlable.

Celles-ci restent constamment lisibles et accessibles aux agents de l'administration, ou commissionnés par elle, qui ont qualité pour vérifier la hauteur des eaux. Le pétitionnaire est responsable de leur conservation et de leur entretien.

Les variations autorisées des niveaux d'eau amont et aval restent dans la gamme de fonctionnement et sont matérialisées sur les échelles au moyen de repères visuels.

En complément de la mise en place de l'échelle limnimétrique située au niveau de la passe à poisson en tant que moyen de contrôle, un registre sera tenu par l'exploitant pour annoter les valeurs de contrôle.

Le contrôle de la fonctionnalité des dispositifs de franchissement est assuré régulièrement par l'exploitant, au minimum une fois par semaine et systématiquement après chaque épisode de crue.

Il est procédé, en cas de dysfonctionnement avéré et au moins annuellement, à la vidange complète de la passe à bassins rendue possible par la glissière de batardage en amont de l'ouvrage. Cette opération se déroule dans le strict minimum de temps rendu nécessaire à la résorption du dysfonctionnement ou au nettoyage complet annuel. La remise en eau est progressive. A minima, le pétitionnaire adresse un courriel à la direction départementale de la protection des populations de la Somme, à la direction départementale des territoires et de la mer de la Somme et à l'office français de la biodiversité pour l'informer au préalable des dates prévisionnelles de vidange de la passe à bassins et de remise en eau.

L'ensemble de ces opérations fait l'objet d'un enregistrement dans le registre de suivi tenu par l'exploitant.

7.1.3 Gestion particulière en basses eaux

Entre Q5% (débit de 0,920 m³/s) et Q10% (débit de 0,990 m³/s), le débit minimum de 0,800 m³/s nécessaire à l'alimentation de la pisciculture n'étant plus garanti, le pétitionnaire prévoit d'obturer les

orifices de fond de la passe à poissons qui entonnent 0,055 m³/s pour pallier au manque de débit disponible.

Ce mode de fonctionnement « dégradé » reste exceptionnel uniquement pour des débits inférieurs à 0,990 m³/s et doit être en corrélation avec l'édiction d'un arrêté sécheresse préfectoral sur le bassin de l'Airaines.

A minima, le pétitionnaire adresse un courriel à la direction départementale de la protection des populations de la Somme, à la direction départementale des territoires et de la mer de la Somme et à l'office français de la biodiversité, pour l'informer de la fermeture des orifices de fond de la passe à poissons en justifiant cette action par une donnée de débit de l'Airaines. Il informe de la date de réouverture.

Ces informations permettent d'une part de justifier de la situation en cas de contrôle de terrain et d'autre part d'évaluer sur une année le nombre de jours où la passe à poissons a fonctionné en mode « dégradé » et de juger du caractère exceptionnel. Selon les résultats de cette analyse, cette solution technique pourra ainsi être validée ou non de manière pérenne auprès du pétitionnaire. Le cas échéant, de nouvelles mesures d'alimentation en eau devront être proposées.

Un rapport concernant la mesure visant à obturer les orifices de fond en période de très basses eaux est attendu.

7.1.4 Modulation du débit réservé

Le débit réservé dans le tronçon court-circuité, fixé à 1/10^{ème} du module soit 152 l/s, peut être modulé selon le principe suivant :

- 200 l/s, soit 13,1 % du module, du 1er novembre au 15 mai. Le débit réservé sera restitué par la passe à poissons et une surverse au niveau du déversoir épais d'au moins 3 cm ;
- 130 l/s, soit 8,6 % du module, du 16 mai au 31 octobre. Le débit réservé sera restitué en intégralité par la passe à poissons. La cote normale d'exploitation est fixée à 19,17 m NGF. Pour atteindre ce débit, tous les orifices de fonds devront être obturés et ce uniquement lors des périodes de très basses eaux inférieures au Q10 % (0,99 m³/s) et après acceptation du préfet lorsqu'un arrêté sécheresse est en vigueur sur le bassin de l'Airaines. A minima, l'exploitant adresse un courriel à la direction départementale de la protection des populations de la Somme pour l'informer de sa volonté de fermeture des orifices de fond de la passe à poissons en justifiant cette action par une donnée de débit de l'Airaines. Sous couvert du préfet, et en l'absence de refus explicite exprimé par la DDPP 80, l'accord est réputé favorable. L'exploitant devra également informer par courriel la DDPP 80 de la date de réouverture.

En considérant que la dévalaison des smolts de truite de mer et de saumon atlantique se déroule principalement entre début mars et la mi-mai, il est donc pertinent que la valeur « haute » du débit réservé restitué au droit du barrage soit bien maintenue jusqu'au 15 mai (vitesses maximales dans le tronçon court-circuité).

7.1.5 Entretien

Les propriétaires conservent l'obligation d'entretien régulier des aménagements dont ils ont la possession, ainsi que des berges et du lit du cours d'eau dont ils ont la riveraineté. L'entretien consiste essentiellement au retrait des embâcles et des atterrissements localisés.

Dans le cas où la zone aménagée subit des dommages structurels, le pétitionnaire et les propriétaires concernés contactent les services de l'État afin de pourvoir aux interventions nécessaires sous les meilleurs délais.

7.1.6 Interdiction de pêche

Conformément à l'article R.436-70 du code de l'environnement, toute pêche est interdite dans le dispositif de franchissement, soit sur l'ensemble de l'emprise des aménagements ainsi que 50 mètres en amont et 50 mètres en aval.

Dès la fin des travaux, cette interdiction est matérialisée par des panneaux de signalisation placés en amont et en aval du dispositif. Ces panneaux, constamment lisibles, sont placés après mise en

Dès la fin des travaux, cette interdiction est matérialisée par des panneaux de signalisation placés en amont et en aval du dispositif. Ces panneaux, constamment lisibles, sont placés après mise en eau de la rampe pour juger du meilleur emplacement avec le service police de l'eau et l'agence française pour la biodiversité

Les moyens sont également mis en place pour interdire l'accès aux aménagements à toute personne étrangère aux services compétents.

7.1.7 Contrôles

Des contrôles sont effectués par le service instructeur et les services chargés de la police de l'eau, pour vérification de la conformité des aménagements et des modalités de gestion et d'entretien des aménagements au regard des lois et règlements en vigueur, notamment de la conformité aux dispositions du présent arrêté.

Ils ont libre accès aux installations, dans les conditions fixées par le code de l'environnement.

Le pétitionnaire doit leur permettre de procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater les dispositions du présent arrêté.

TITRE 8 : DISPOSITIONS FINALES

8.1 Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97 du code de l'environnement.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

8.2 Délais et voies de recours

La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier à AMIENS (80000), par l'exploitant ou par des tiers dans un délai de deux mois à compter de la date où la décision a été notifiée à l'exploitant.

Le tiers, auteur du recours contentieux est tenu à peine d'irrecevabilité de notifier celui-ci à l'auteur et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut également être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

8.3 Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie d'AIRAINES et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie d'AIRAINES pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de la Somme ;

Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 du code de l'environnement, à savoir : AIRAINES, BETTENCOURT-RIVIERE, LONGPRE-LES-CORPS-SAINTS, QUESNOY-SUR-AIRAINES, FONTAINE-SUR-SOMME, HALLENCOURT et HANGEST-SUR-SOMME.

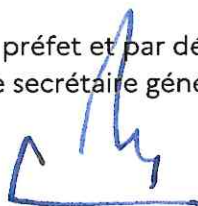
4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Somme pendant une durée minimale de quatre mois.

8.4 Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, le maire de la commune d'AIRAINES, la directrice départementale de la protection des populations de la Somme et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCEA PISCICULTURE D'AIRAINES.

AMIENS, le 20 AVR. 2026

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

A blue ink signature, appearing to be 'Emmanuel MOULARD', is written over the text 'le secrétaire général'.

Emmanuel MOULARD

ANNEXES

Annexe 1 : plan des installations avec schéma hydraulique

Annexe 2 : plan d'exécution de la passe à poissons

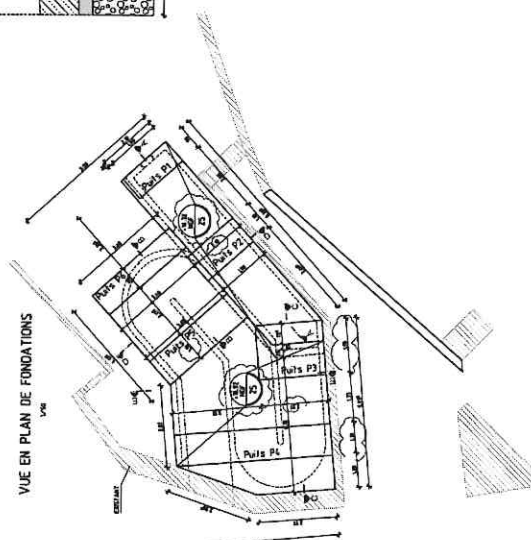
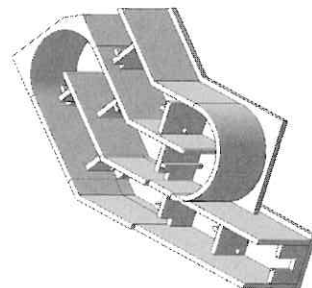
Annexe 3 : localisation des travaux pour la mesure compensatoire

Vu pour être annexées à l'arrêté préfectoral du

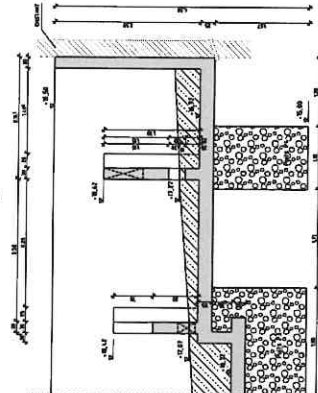
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



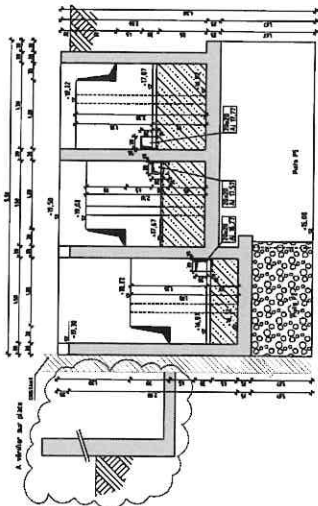
Emmanuel MOULARD



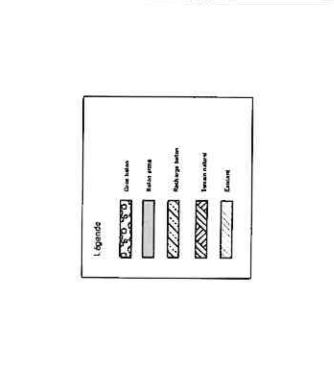
VUE EN PLAN DE FONDATIONS



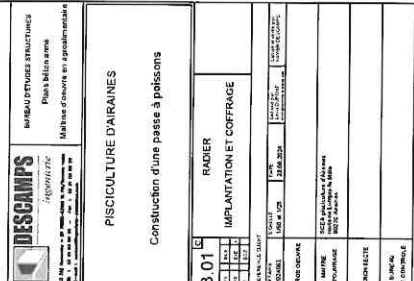
COUPE C-C



COUPE 0-0



③



DESCAMPS

PISCICULTURE D'AIRAINES

3.01 ^cRADIER
IMPLANTATION ET[illegible]

Annexe 3 : localisation des travaux de compensation



Zone boisée avec dominance
d'aulnes glutineux.
Surface : 840m²

1.Retrait de cordon de dépôts de
produits de dégrillats le long de la
ripisylve :
Surface : 100 m²
Épaisseur : 0,5 m
Volume : 50m³

2. Suppression de remblais limons
crayeux :
Surface : 880 m²
à hauteur des besoins de
restauration

3. Remblais issus des déblais
Surface : 600 m²
Épaisseur : 0,58 m
Volume : 352 m³

4. Secteur non remblayé à étréper
Surface : 150 m²
Épaisseur : 0,15 m
Volume : 22,5 m³